



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Vu
08/03



Sous-Préfecture de Montbrison
Bureau de la Réglementation
et des Libertés Publiques

**ARRETE N°29/2023 portant autorisation d'emploi de produits explosifs dès leur réception,
Au profit de la SARL THOMAS GRANULATS
pour l'exploitation de la carrière située Lieu-dit Montclaret
sur la commune de Saint-Georges-Haute-Ville**

Le Préfet de la Loire

- VU le code de la défense, notamment ses articles L.2352-1, L.2353-1, R.2352-81 à R.2352-87 relatifs aux produits explosifs destinés à un usage civil ;
- VU l'arrêté ministériel du 05 mai 2009, fixant les modalités d'identification et de traçabilité des produits explosifs à usage civil ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 mai 2010 relatif aux modalités d'homologation, de marquage, d'étiquetage, d'utilisation et de manipulation des produits explosifs ;
- VU l'arrêté interministériel du 03 mars 1982 modifié, relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ;
- VU l'arrêté interministériel du 03 mars 1982, relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale ;
- VU la circulaire interministérielle du 09 novembre 1982 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 7 mars 2017 modifié le 13 juin 2018 et le 9 mars 2022 autorisant pour une durée de 5 ans la SARL THOMAS GRANULATS à utiliser des explosifs dès réception dans sa carrière située Lieu dit Montclaret à SAINT GEORGES HAUTEVILLE ;
- VU la demande de l'exploitant du 16 janvier 2023, reçue à la DREAL le 20 janvier 2023, présentée par la SARL THOMAS GRANULATS, dont le siège social est situé 11 Boulevard Jean Jaurès à ANDREZIEUX BOUTHEON, représentée par Monsieur Michel BROUILLER, Gérant, sollicitant le renouvellement pour 5 ans de son autorisation visée par la mairie de SAINT GEORGES HAUTEVILLE ;
- Vu les documents annexés à la dite demande ;
- Vu l'avis de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2023-012 du 6 février 2023 donnant délégation de signature à M. Jean-Michel RIAUX, Sous-Préfet de Montbrison,
- Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison,

A R R E T E

ARTICLE 1 : La SARL THOMAS GRANULATS, dont le siège social est sis 11 Boulevard Jean Jaurès 42160 ANDREZIEUX BOUTHEON est autorisée à utiliser des produits explosifs, dès réception, sur le territoire de la commune de Saint-Georges-Haute-ville située au lieu-dit « Montclaret » pour l'exécution de travaux d'abattage de roches massives en carrière ou tirs annexes.

ARTICLE 2 : Sous réserve de l'application de l'article 3 ci-dessous, la validité de la présente autorisation est de cinq ans.

Cette autorisation peut être retirée à tout moment, sans mise en demeure ni préavis, en application de l'article R.2352-88 du code de la défense.

Dès la cessation d'exploitation, le bénéficiaire retournera la présente autorisation à la Préfecture de la Loire et en informera la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

ARTICLE 3 : La personne physique responsable sur le lieu d'emploi de la mise en place et du tir des explosifs dès leur réception, proposée par la SARL THOMAS GRANULATS est :

– Monsieur Frédéric VIRGAUX, Artificier, habilité à cet effet par le Préfet du Puy de Dôme le 9 mars 2018.

Les préposés au tir de la société MAXAM habilités à la manipulation des explosifs sur ce site sont :

– Monsieur Eric BOUTEILLE, habilité à cet effet par le Préfet de la Vienne le 28 octobre 2015 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;

– Monsieur Romain BRAULT habilité à cet effet par le Préfet de la Vienne du le 12 novembre 2020 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;

– Monsieur Olivier DUBOIS habilité à cet effet par le Préfet du Loir et Cher le 12 juillet 2016 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;

– Monsieur Sandy VIENNE habilité à cet effet par le Préfet de la Vienne le 28 janvier 2010 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;

– Monsieur Thierno YAYA NDONGO habilité à cet effet par la Préfète de la Vienne le 10 – janvier 2020 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;

– Monsieur Guillaume NADEAU habilité à cet effet par le Préfet de la Vienne le 28 janvier 2010 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;

- Monsieur Guillaume LEHEUP habilité à cet effet par le Préfet de la Vienne le 17 novembre 2021 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;
- Monsieur Alexis DELAVault habilité à cet effet par le Préfet de la Vienne le 9 mars 2021 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;
- Monsieur Frédéric BENOIT habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 6 octobre 2015 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM
- Monsieur Gaëll BUSONT habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 7 octobre 2015 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM
- Monsieur Jonathan CHERCHEMONT habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 18 mai 2021 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;
- Monsieur Fabrice CHEVALLIER habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 7 octobre 2015 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;
- Monsieur Edouard DESCHAMP habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 7 octobre 2015 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;
- Monsieur Michel LAGES habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 22 octobre 2015 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;
- Monsieur Freddy HERBRETEAU habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 20 septembre 2010 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;
- Monsieur Laurent PORTRON habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 7 octobre 2015 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;
- Monsieur Richard POUVREAU habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 7 octobre 2015 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;
- Monsieur Alexis RENAudeau habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 22 octobre 2015 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;
- Monsieur Guénolé ROTY habilité à cet effet par le Préfet des Deux Sèvres le 25 juin 2010 pour la durée liée à celle de ses fonctions au sein de MAXAM ;

La présente autorisation n'est valable que pour les personnes désignées ci-dessus et pour le temps où elles seront habilitées à l'emploi de produits explosifs.

Toute nouvelle désignation d'une personne physique responsable implique le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation.

ARTICLE 4 : Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition, sont fixées à :

- 4000 kg de produits explosifs
- 500 détonateurs de type électrique

Après chaque tir, l'exploitant s'assurera de l'absence de dérèglement sur les fronts de taille ; les éventuels dérèglements (glissements) seront signalés sans délai à la préfecture, à la mairie, à la DREAL et les abattages seront immédiatement interrompus.

La fréquence maximale des livraisons sera de 12 livraisons par an.

ARTICLE 5 : Le transport des produits explosifs est assuré par MAXAM ayant son siège social à Forêt d'Autun 79390 THENEZAY.

Chaque transport donnera lieu à l'établissement d'un titre d'accompagnement et est effectué au moyen du véhicule répondant aux prescriptions réglementaires de l'arrêté ministériel du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs.

ARTICLE 6 : Les produits explosifs seront pris en charge par le bénéficiaire au moment de leur acquisition sur le lieu d'utilisation.

ARTICLE 7 : Les produits explosifs devront être utilisés dans la période journalière d'activité qui suit la livraison. Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, les personnes désignées à l'article 3 sont responsables des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Elles veilleront notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence durant cette période.

ARTICLE 8 : Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'auraient pas été consommés dans la période journalière d'activité, les produits non utilisés devront, au terme de ce délai, être acheminés, aux mêmes conditions administratives qu'à l'aller, vers les dépôts dûment autorisés du fournisseur :

- THENEZAY (79390) ou LA FERTE IMBAULT (41300) ou PLONEVEZ DU FAOU (29530)

Si par suite de circonstances exceptionnelles et imprévues, le bénéficiaire dispose sur le chantier de produits explosifs au-delà de la période journalière d'activité, il devra en aviser immédiatement la gendarmerie et prendra les mesures suivantes pour prévenir les vols : gardiennage permanent des explosifs et des détonateurs, en des lieux séparés, sûrs et éloignés de tout habitat, par l'une des personnes physiques responsables désignées à l'article 3 du présent arrêté.

En tout état de cause, dans un délai de trois jours à compter de la réception des produits explosifs, le bénéficiaire devra remettre les produits au fournisseur.

ARTICLE 9 : Les produits explosifs devront être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes.

L'emploi de ces produits est en outre subordonné au respect des dispositions fixées par le décret n° 92- 1164 du 22 octobre 1992 modifié, concernant l'emploi des explosifs dans les carrières, et ses textes d'application (Titre Explosif du Règlement Général des Industries Extractives - RGIE), l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et l'arrêté préfectoral du 5 février 2015 autorisant l'exploitation de la carrière.

ARTICLE 10 : Au moins huit jours avant le premier tir, le bénéficiaire devra adresser à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le programme des opérations de tir (plan de tir, dates, horaires, quantités commandées). Copie en est adressée aux Mairies des communes intéressées.

ARTICLE 11 : Le bénéficiaire devra tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs. Y seront précisés :

- les dates de réception,
- le fournisseur,
- l'origine des envois,
- leurs modalités,
- les dates et horaires des tirs,
- les quantités livrées, les quantités non utilisées,
- les quantités maximales de produits explosifs stipulées dans l'article 4 du présent arrêté, les renseignements utiles en matière d'identification
- les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation
- les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables la restitution au fournisseur, avec l'accord de celui-ci des explosifs non utilisés.

Il est accompagné de toutes les pièces justificatives permettant de réceptionner les explosifs, d'effectuer les tirs et de retourner les explosifs non utilisés vers un dépôt (certificat d'acquisition, bon de livraison, arrêté d'autorisation d'utilisation d'explosifs dès réception, attestation de reprise en consignment éventuelle des explosifs dans un dépôt).

Ce registre doit être présent sur le site du chantier lors des tirs et sera présenté à toute requête de l'autorité administrative. Il est conservé pendant 5 ans.

ARTICLE 12 : La perte, le vol et plus généralement la disparition, quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs doivent être déclarés à la gendarmerie ou au service de police le plus rapidement possible et en tout cas dans les 24 heures qui suivent la constatation.

ARTICLE 13 : Le bénéficiaire devra porter immédiatement à la connaissance de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, tout accident survenu, du fait de l'emploi des produits explosifs, à des personnes étrangères aux travaux liés à cet emploi.

ARTICLE 14 : La présente autorisation d'emploi dès réception ne permet pas, à elle seule, d'acquérir des produits explosifs.

Une autorisation d'acquisition, sous la forme d'un certificat d'acquisition, devra être sollicitée par le bénéficiaire à cet effet.

ARTICLE 15 : le sous-préfet de Montbrison est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 16 : Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Maire de Saint Georges Haute Ville
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, Unité Interdépartementale Loire-Haute Loire, Antenne de Saint Etienne
- Monsieur le Colonel, commandant le Groupement de Gendarmerie de la Loire
- Monsieur le Directeur Régional de l'Economie, de l'emploi, du travail et des Solidarités
- Monsieur Michel BROUILLER, gérant de la SARL THOMAS GRANULATS – 11 Boulevard Jean Jaurès 42160 Andrézieux Bouthéon

Montbrison, le 1^{er} mars 2023

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Sous -Préfet,

Jean-Michel RIAUX

